



HAL
open science

Les principes du désarmement

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les principes du désarmement. Désarmement pour le développement, HEC Montréal, Feb 1993, Montréal, Canada. hal-03542595

HAL Id: hal-03542595

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03542595>

Submitted on 25 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les principes du désarmement

Jacques Fontanel

Conférence HEC Montréal

Montréal, 11 Février 1993

Résumé : L'analyse économique du désarmement fait généralement l'hypothèse selon laquelle tout désarmement libère des ressources et améliore le potentiel de la croissance économique nationale. Cette présentation facile ne prend pas en compte le coût du désarmement, les questions économiques sectorielles, catégorielles et territoriales de la conversion des industries d'armement, les problèmes relatifs à la sécurité nationale. Un désarmement négocié par les pays se doit d'être progressif, général et continu. Toute situation de paix n'est pas nécessairement préférable à une situation de conflit. Un désarmement est une décision politique majeure fondée sur la confiance réciproque des États.

The economic analysis of disarmament generally makes the assumption that all disarmament frees up resources and improves the potential for national economic growth. This facile presentation does not take into account the costs of disarmament, the sectoral, categorical and territorial economic issues of arms industry conversion, and national security concerns. Disarmament negotiated by countries must be progressive, general and continuous. Any situation of peace is not necessarily preferable to a situation of conflict. Disarmament is a major political decision based on mutual trust between states.

Mots clés : Désarmement, développement économique, désarmement pour le développement

Disarmament, economic development, disarmament for development

Le désarmement est généralement présenté comme un facteur de développement économique et social. Ainsi, le coût d'un porte-avions est souvent comparé au nombre d'écoles ou d'hôpitaux qu'il représente. Compte tenu de leur caractère improductif, il est incontestable, *ceretis paribus*, que les dépenses militaires ont des effets négatifs sur la croissance mondiale. L'excès d'armement provoque toujours des situations de crise économique, politique ou stratégique. Cependant, si à long terme il est logique de penser que la limitation d'une dépense improductive exerce des effets positifs sur l'ensemble de l'économie nationale, à court terme, cette hypothèse n'est pas toujours vérifiée. Dans ces conditions, le désarmement négocié, objectif hautement souhaitable en soi, doit tenir compte des impératifs économiques de la sécurité internationale.

1) Tout désarmement n'équivaut pas nécessairement à une réduction des dépenses militaires.

Les dividendes de la paix se transforment parfois en coûts du désarmement, notamment lorsque la destruction des stocks d'armes s'avère une opération coûteuse ou lorsqu'elle implique d'onéreuses dépenses de vérification des accords. En outre, une suppression des stocks militaires ne garantit pas la limitation des capacités de destruction. C'est ainsi que la réduction des quantités d'armes oblige les Etats à améliorer la qualité de leurs produits et donc à accroître leurs dépenses militaires, par le triple effet d'une réduction des économies d'échelle (moins d'unités produites augmente le prix unitaire des armes), du développement des coûts de recherche-développement nécessaires à la définition de nouvelles armes et d'un effet de substitution vers la production d'armes non concernées par l'accord. Enfin, les accords de désarmement qui impliquent des injonctions à choisir de préférence des armes défensives ont pour conséquence l'accélération de l'obsolescence des produits militaires dissuasifs existants ; ce qui suppose des coûts supplémentaires et des engagements financiers très importants car

les armes défensives sont plus onéreuses que les armes offensives, comme le programme SDI (Strategic Defense Initiative ou "guerre des étoiles") en a apporté la preuve cette dernière décennie. Enfin, une limitation des dépenses militaires peut provoquer la suppression de programmes d'armements entiers, alors qu'un accord physique conduit à sauvegarder, quel qu'en soit le coût, un programme réduit à de faibles quantités de matériels. Tout processus de désarmement doit comprendre une réduction contrôlée des budgets militaires, indicateurs imprécis mais irremplaçables de l'importance de la course aux armements.

Toute réduction des dépenses militaires n'équivaut pas à une amélioration immédiate de la situation économique nationale

Si l'on peut convertir les dépenses militaires à d'autres formes de dépenses publiques ou privées, les usines, les équipements, les hommes jusque là affectés à la sécurité nationale sont susceptibles de connaître d'importantes difficultés de conversion et parfois même, pour les entreprises à productions duales (militaires ou non), de graves problèmes financiers, menaçant la compétitivité des produits destinés au secteur civil. Quel serait l'avenir des produits civils de l'Aérospatiale sans l'importance, pour la firme, des commandes militaires ? La substitution des dépenses militaires en faveur des dépenses civiles ne permet pas le financement rapide du capital nécessaire au maintien des emplois rendus précaires par l'obsolescence ou l'inadaptation des installations destinées à la production des armements. Il faut, en outre, s'engager non seulement dans la conversion rentable des matériels existants, mais aussi réinvestir, développer de nouvelles activités et trouver de nouveaux débouchés. L'effort économique nécessaire pour renflouer les firmes sinistrées et leur permettre la survie économique devrait dépasser, à court terme, l'importance de la limitation de l'effort militaire. Pour les Etats-Unis, il est probable que les dividendes permettront d'abord une réduction du déficit public. Pour les pays européens, ces ressources devraient être appliquées à la restructuration des secteurs duaux, directement touchés par la baisse des commandes militaires et pour l'URSS à l'utilisation du potentiel considérable du secteur militaire à des fins civiles. C'est probablement dans l'URSS que la conversion sera la plus facile, compte tenu de l'existence d'un potentiel considérable de consommation solvable non satisfaite, de la faiblesse de la

concurrence et de la capacité des entreprises à produire des biens à double utilisation, militaire et civile.

Les dépenses militaires ne constituent pas un indicateur suffisamment fiable de la puissance stratégique d'un Etat et elles ne peuvent pas suffire pour fonder un processus de désarmement. Les comparaisons internationales sont souvent contestables (définition, existence ou non d'une conscription, détermination administrative des prix sur des marchés monopolistiques, inadéquation de l'utilisation des taux de change, etc.). En outre, la sécurité d'un pays dépend de nombreux facteurs difficilement exprimables par les seules variables économiques, comme la longueur des frontières, la solidarité interne des régions, l'importance des menaces ou la solidité des Alliances. Enfin, les dépenses militaires sont plus ou moins productrices de sécurité. Compte tenu des accords internationaux sur la non prolifération des armes nucléaires, les grandes puissances monopolisent une arme très puissante et dissuasive à un faible coût. Dans ces conditions, il leur est possible de réduire leurs dépenses militaires sans toucher au pilier central de leur défense.

A long terme, les avantages économiques attendus d'une procédure durable de désarmement peuvent être conséquents.

Les résultats des modèles économétriques (Leontieff et Duchin, Klein, Smith et Fontanel) mettent en évidence les effets économiques positifs d'une procédure de désarmement, principalement dans le cadre d'un transfert partiel des ressources dégagées en faveur des pays du Tiers-Monde. Compte tenu de la nature improductive des dépenses militaires, il est incontestable que la première crise de conversion réglée, la nouvelle situation de paix, si elle se pérennise, aura des effets positifs sur le développement économique mondial. Cependant, de nouvelles inégalités économiques peuvent naître provoquant de nouvelles tensions politiques et sociales susceptibles de relancer une nouvelle fois une course aux armements. Ainsi, en cette fin de XXème siècle, les transferts internationaux risquent de changer de nature et d'orientation, en faveur des pays de l'Europe de l'Est et au détriment des pays du Sud. En outre, la nouvelle carte de la compétitivité internationale risque de profiter aux forts (généralement les plus forts producteurs et consommateurs d'armement) et de réduire le potentiel de développement des plus

pauvres. Enfin, l'aide internationale peut avoir des effets pervers si elle conduit les économies pauvres à une destruction des productions locales et à une dépendance économique progressive, facteur de paupérisation.

Les efforts et les contrôles du désarmement doivent être à la fois progressifs, généraux et continus

- La réduction des dépenses militaires ne peut être que progressive, car il existe des effets de seuil dans la définition de la sécurité nationale, qui dépendent du consensus social d'une Nation en matière de défense, de la confiance accordée aux accords internationaux de limitations quantitatives ou qualitatives des armements et des niveaux technologiques comparés des Etats. Pour être efficace, une réduction des dépenses militaires doit tenir compte des dépenses réelles et de leurs structures. Il est ainsi caractéristique qu'une réduction des dépenses nucléaires concernant la stratégie de la dissuasion française risquerait de lui faire perdre toute crédibilité, alors qu'une réduction de moitié des forces nucléaires en URSS et aux Etats-Unis n'aurait que des effets secondaires sur leurs stratégies.

- Elle doit être continue et veiller à l'évolution des dépenses de recherche-développement dans le secteur de l'armement (qui sont 20 fois supérieures par unité produite à celles du secteur civil) ; sans contrôle spécifique, elles peuvent aboutir au monopole, par une seule Nation, de technologies militaires susceptibles d'être rapidement développées en cas de conflit, assurant ainsi à leur détenteur une puissance politique et stratégique considérable

- Elle doit être générale et s'appliquer à l'ensemble des Etats. Ainsi, les ventes d'armes doivent être sévèrement contrôlées, car elles conduisent parfois à la "concrétisation guerrière" de conflits latents, qui auraient pu trouver une solution négociée, elles limitent les ambitions des producteurs d'armes désireux de trouver dans l'exportation une justification à la production d'engins militaires onéreux et elles réduisent le potentiel de développement des pays les plus démunis. L'expérience montre que la diffusion de l'armement accélère le potentiel de conflits internationaux. En conclusion, les négociations ne constituent pas des règles intangibles sur lesquelles les Etats doivent définitivement s'aligner. Un processus de désarmement implique des rencontres régulières, dans un climat de confiance réciproque.

Les racines du désarmement

Le désarmement requiert une série de décisions notamment sur l'ordre économique international, sur la nature du développement, sur la direction du progrès technologique susceptible d'être développé dans une société moins militarisée ou sur la réallocation et la répartition des ressources économiques. Ces questions ne font que très rarement l'objet de discussions dans les négociations de limitation de la course aux armements. Or, le développement économique des Nations est un facteur fondamental de la sécurité internationale. De nombreux conflits armés sont nés des conflits économiques et la dernière guerre du Proche-Orient peut aussi trouver des explications dans la volonté des uns de récupérer la richesse insolente d'un voisin et dans le souhait des autres de ne pas laisser entre des mains ennemies les ressources pétrolières importantes du Koweït. Le développement économique intervient dans le désarmement à trois niveaux, au moins :

- D'abord, dans un monde de rareté, les dépenses militaires, par essence improductives, constituent un gaspillage, si l'on se situe dans un monde sans conflits internationaux. L'expérience récente de l'Union Soviétique est là pour prouver qu'un effort excessif de dépenses militaires érode peu à peu l'efficacité de l'appareil économique et réduit à terme le potentiel national de défense.

- Un désarmement déconnecté des raisons qui fondent la course aux armements peut se révéler, à terme, particulièrement dangereux pour la paix ou pour les systèmes politiques démocratiques. Comme les grandes puissances peuvent bénéficier directement ou indirectement d'effets de domination, une modification des rapports de forces stratégiques est susceptible de transformer aussi la carte économique internationale.

- Enfin, lorsque la dignité des hommes est menacée, il arrive fréquemment que les Nations préfèrent le combat au statu quo. La sécurité internationale ne peut durablement être maintenue dans le cadre d'effets de domination ou d'inégalités économiques et sociales excessifs.

Toute situation de paix n'est pas nécessairement préférable à une situation de conflit, notamment lorsqu'elle est fondée sur la tyrannie, l'esclavage ou l'exploitation et le non-respect du droit de l'homme. Un désarmement est une décision politique majeure, fondée sur la confiance réciproque des Etats.

Bibliographie

- Ball, N. (1985), *Converting military facilities*, OIT, Genève.
- Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), Military expenditure comparisons, in *Peace, Defence and Economic analysis*, MacMillan, London.
- Chatterji, M., Brauer, J. (1991), *Economic Issues of Disarmament*, New York University Press, NY.
- Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement, *Fondation pour les Etudes de Défense Nationale*, 19, 173.
- Deger, S., West, R. (1987), *Defence security and development*, Frances Pinter, London.
- Dunne, P., Smith, R. (1990), *The peace dividend and the UK economy*, *Cambridge Econometrics*, Report1.
- Fontanel, J. (1982), Military expenditures and economic growth (France, Morocco)
- Fontanel, J., Smith, R. (1985), Introduction à l'effort économique de défenses, Arès, Défense et Sécurité,
- Fontanel, J. (1986), The international Disarmament Fund for Development, *Disarmament*, 9(1).
- Fontanel, J. (1992), L'économie du désarmement. Dix conseils pratiques, Arès, *Défense et Sécurité*, Avril.
- Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1986), Le désarmement pour le développement, Arès, *Défense et Sécurité*, Grenoble.
- Fontanel, J. (1990), The economic effects of military expenditure in the Third World Countries, *Journal of Peace Research* 27(4)
- Hartley, K., Hooper, N. (1990) *The economics of defence. Disarmament and Peace*, Adershot, Elgar.
- Intriligator, M.D. (1990), On the nature and scope of defence economics, *Defence Economics*, 1(1).
- Klein, L.R. (1990), Disarmament and development, in *Science, war and peace* (Salomon ed.), *Economica*.
- Nations Unies (1992), *Aspects économiques du désarmement : le désarmement en tant qu'investissement*, A/47.346, 27 août.
- ONU (1993), *Aspects économiques du désarmement : le désarmement en tant qu'investissement*, A/47/150.
- Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1985), The economics of exporting arms, *Journal of Peace Research* (22, 3)
- Willett, S. (1991), Controlling the Arms Trade. Faraday discussion Paper 18, University of London.